

CRISE POLITIQUE EN ARGENTINE

Née il y a à peine neuf mois, l'« Alliance pour le progrès », cette nouvelle doctrine économique des U.S.A. vis-à-vis de l'Amérique Latine, a pris à la seconde conférence de Punta del Este son véritable caractère de défi à la révolution cubaine. Elle lie, en effet, une aide économique assez importante à l'existence d'un régime démocratique libéral dans chacune des républiques sud-américaines; les récents événements d'Argentine montrent la fragilité d'un tel calcul.

L'Argentine représente avec le Brésil les deux pays où les chances de réussite de ce néo-impérialisme apparaissent comme les meilleures du fait d'un développement économique déjà assez important et d'une bourgeoisie libérale assez forte; c'est dire quelle valeur il faut attribuer aux difficultés politiques actuelles de ce pays.

En fait ces difficultés ne sont pas nouvelles. Elles sont liées à l'état des forces sociales du pays qui depuis la dernière guerre mondiale, n'ont jamais pu trouver de réel équilibre.

L'Argentine est un pays semi-colonial où l'on retrouve les trois grandes classes sociales habituelles :

— une vieille classe compradore, propriétaire terrienne ultra-conservatrice dont la seule force réelle réside dans les appuis qu'elle possède dans l'armée et particulièrement dans la marine;

— un prolétariat réellement important numériquement et qui a acquis au travers de ses luttes une véritable conscience de classe malgré l'absence d'une direction révolutionnaire;

— enfin une bourgeoisie libérale qui veut industrialiser le pays mais ne dispose pas d'une base sociale suffisante pour assurer son pouvoir, ce qui explique que l'expression politique de ses intérêts politiques ait été extrêmement variable : de Peron à Frondizi.

DE L'ARGENTINE DE PERON...

En fait, seule l'histoire de ses luttes et de ses alliances depuis plus de quinze ans permet de comprendre la situation présente.

A la fin de la guerre mondiale, en 1945, il existait une conjoncture économique très favorable pour les exploitations argentines du fait des besoins énormes en produits alimentaires, viande en particulier, qui donna au pays une prospérité jamais connue.

C'est sur cette base économique extrêmement favorable que Peron fut porté au pouvoir par la bourgeoisie libérale.

Dans une telle situation, il choisit de s'appuyer sur la classe ouvrière en l'« achetant » grâce à une série de réformes qui assurèrent sa popularité :

— avantages matériels très importants, compte tenu du bas niveau de vie (augmentation substantielle des salaires, conventions collectives, régime de sécurité sociale);

— politique d'indépendance nationale vis-à-vis de l'impérialisme américain et anglais (nationalisation d'une série d'entreprises étrangères, politique extérieure indépendante...).

Grâce à quoi le régime organise la classe ouvrière dans un syndicat, la C.G.T., très puissant mais intégralement contrôlé par une bureaucratie acquise au régime péroniste.

Tout alla pour le mieux tant que la conjoncture permit de maintenir le taux des exportations, mais, dès le début des années 1950, le marché mondial était saturé et les difficultés commencèrent.

La politique de la bourgeoisie se modifie alors :

— elle fait payer à la classe ouvrière l'abaissement de ses revenus en arrêtant la progression des salaires;

— elle doit rechercher des appuis auprès de l'impérialisme, en particulier l'impérialisme américain et facilite à nouveau l'installation de sociétés étrangères.

En fait, le péronisme ayant cessé de répondre aux besoins de la situation, l'opposition conservatrice accéléra sa chute par un coup d'état militaire dont tout le monde s'accorde à dire qu'il n'aurait pu résister à une mobilisation des syndicats. Mais Peron comprit que l'intérêt de sa classe (et sa propre tranquillité...) nécessitaient son retrait et capitula en 1955 sans combat.

...A L'ARGENTINE DE FRONDISI

L'Argentine connut pendant quelques mois l'intermède d'une dictature militaire (celle du général Lonardi puis celle du général Aramburu) qui ne pouvait rien régler et qui prépara le retour d'un régime libéral que représentait Frondizi élu d'ailleurs grâce aux voix péronistes.

Frondizi, représentant de la même classe que Peron, allait avoir à mener sa politique dans une tout autre situation et par là même avec de tout autres méthodes.

A l'intérieur ce fut la politique dite d'« austérité », à l'extérieur il fut forcé de rechercher l'alliance étroite avec l'impérialisme yankee.

VICTOIRE ELECTORALE DE LA CLASSE OUVRIERE

C'est cette politique qui explique les résultats électoraux du 18 mars.

La C.G.T., après la chute de Peron, bien que restant contrôlée par des éléments péronistes, a représenté le seul moyen d'expression de la classe ouvrière, le Parti Ouvrier Révolutionnaire (trotskyste) n'étant, malgré son importance, qu'une avant-garde, tandis que le P.C. restait une force d'appoint. Elle a d'ailleurs connu des luttes internes et une certaine élaboration politique, comme le programme des « 62 organisations » (tendance majoritaire de la C.G.T.) dit « programme de Cordoba » qui, par l'ampleur de ses revendications (nationalisation de grands secteurs industriels et du commerce extérieur, contrôle ouvrier sur les entreprises, réforme agraire) se rapproche plus d'un programme castriste que péroniste.

La classe ouvrière a, le 18 mars, retrouvé son unité dans le « Mouvement justicialiste » qui emporta huit sièges de gouverneurs sur quatorze tandis qu'elle enlevait à la Chambre la majorité absolue à Frondizi.

La presse argentine et la presse bourgeoise internationale ont voulu voir dans ce succès électoral la victoire du péronisme et le risque d'un retour du « Dictateur » en Argentine. Le fait est qu'il existe une certaine ambiguïté dans ce vote du prolétariat, ambiguïté savamment entretenue par la bureaucratie syndicale sur la nature même du péronisme.

Lorsque la classe ouvrière d'Argentine vote pour le « Front Justicialiste », c'est moins pour le retour à une certaine politique de la bourgeoisie que parce qu'elle garde le souvenir de la montée du péronisme qui a coïncidé avec la satisfaction d'un grand nombre de ses revendications, avec l'élévation très importante de son niveau de vie, avec le début de son organisation syndicale. Ce que les dirigeants cachent c'est que le péronisme correspondait à une certaine prospérité purement conjoncturelle qui est complètement révolue. Ce que les dirigeants ne peuvent dire, c'est que